

CONVENTION

SUR LE TRANSFEREMENT

DES PERSONNES CONDAMNEES A UNE

PEINE PRIVATIVE DE LIBERTE

ENTRE

LA REPUBLIQUE FRANCAISE

ET

LA FEDERATION DE RUSSIE

La République française

et

La Fédération de Russie,

ci-après dénommées les Parties,

Désireuses de faciliter la réinsertion sociale des personnes condamnées à une peine privative de liberté en leur permettant de purger leur peine dans l'Etat dont ils sont ressortissants,

Sont convenues des dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er}

CHAMP D'APPLICATION

1. Les Parties s'accordent mutuellement, conformément aux dispositions de la présente Convention, la coopération la plus large possible en matière de transfèrement de personnes condamnées à une peine privative de liberté.

2. Une personne condamnée à une peine privative de liberté sur le territoire de l'une des Parties peut, conformément aux dispositions de la présente Convention, être transférée vers le territoire de l'autre Partie pour y purger la peine qui lui a été infligée. A cette fin, elle ou son représentant légal peut exprimer, soit auprès de l'Etat de condamnation, soit auprès de l'Etat d'exécution, le souhait d'être transférée en vertu des dispositions de la présente Convention.

3. Le transfèrement peut être demandé soit par l'Etat de condamnation, soit par l'Etat d'exécution.

ARTICLE 2

DEFINITIONS

Aux fins de la présente Convention :

1. le terme «jugement» désigne une décision de justice définitive prononçant une condamnation en raison d'une infraction pénale. Pour l'application de la présente Convention, le terme "jugement" comprend également les décisions de justice définitives portant condamnation à la peine de mort commuée postérieurement, dans l'Etat de condamnation, par une décision d'amnistie ou de grâce, en une peine d'emprisonnement pour une durée déterminée ou de réclusion perpétuelle;
2. le terme «condamnation» désigne toute peine privative de liberté prononcée par jugement pour une durée déterminée ou à perpétuité;
3. le terme «condamné» désigne la personne qui, dans l'Etat de condamnation, purge une condamnation;
4. l'expression «Etat de condamnation» désigne l'Etat où a été condamnée la personne qui peut être transférée ou qui l'a déjà été;
5. l'expression «Etat d'exécution» désigne l'Etat vers lequel le condamné peut être transféré ou l'a déjà été afin d'y subir sa condamnation.

ARTICLE 3

CONDITIONS DE TRANSFEREMENT

1. La présente Convention s'applique selon les conditions suivantes :
 - 1) la personne condamnée est ressortissante de l'Etat d'exécution ;
 - 2) le jugement est définitif et il n'existe pas d'autres procédures pendantes dans l'Etat de condamnation ;
 - 3) la durée de la condamnation que le condamné a encore à subir est au moins de six mois à la date de réception de la demande de transfèrement. Dans des cas exceptionnels, les Parties peuvent convenir d'un transfèrement même si la durée de condamnation que le condamné a encore à subir est inférieure à celle mentionnée ci-dessus ;

4) le condamné ou, lorsque l'une ou l'autre des Parties l'estime nécessaire en raison de l'âge ou de l'état physique ou mental du condamné, son représentant légal consent par écrit au transfèrement. L'Etat de condamnation garantit la possibilité pour les autorités consulaires ou représentants officiels de l'Etat d'exécution de s'assurer du libre consentement du condamné à son transfèrement ou au refus de celui-ci ;

5) les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation constituent une infraction pénale au regard du droit de l'Etat d'exécution ou devraient en constituer une s'ils survenaient sur son territoire ;

6) l'Etat de condamnation et l'Etat d'exécution font expressément connaître leur accord sur le transfert.

2. Le transfèrement peut être refusé :

1) si l'Etat de condamnation considère que ce transfèrement porte atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité ou à son ordre public ;

2) si le condamné ne s'est pas acquitté des condamnations pécuniaires de toute nature qui lui sont imposées par décision judiciaire ou si, du point de vue de l'Etat de condamnation, il n'a pas été reçu de garanties suffisantes de l'acquittement de telles condamnations.

ARTICLE 4

AUTORITES CENTRALES

1. Les Parties désignent comme autorités centrales chargées d'exercer les fonctions prévues dans la présente Convention :

- pour la République française, le Ministère de la Justice.
- pour la Fédération de Russie, le Parquet général de la Fédération de Russie.

Pour l'application de la présente Convention, les autorités centrales communiquent directement.

2. Les Parties s'informent mutuellement et sans délai, par la voie diplomatique, lorsqu'un changement intervient dans la désignation de l'autorité centrale compétente.

ARTICLE 5

OBLIGATION DE FOURNIR DES INFORMATIONS

1. Tout condamné auquel la présente Convention peut s'appliquer doit être informé par l'Etat de condamnation de la teneur de la présente Convention, ainsi que des conséquences juridiques qui découlent du transfèrement.

2. Si le condamné a exprimé auprès de l'Etat de condamnation le souhait d'être transféré en vertu de la présente Convention, cet Etat doit en informer l'Etat d'exécution le plus tôt possible après que le jugement est devenu définitif.

3. Les informations doivent comprendre :

- 1) le nom de famille et les prénoms, la date et le lieu de naissance du condamné ;
- 2) le cas échéant, l'adresse du condamné dans l'Etat d'exécution ;
- 3) un exposé des faits ayant entraîné la condamnation ;
- 4) la nature, la durée et la date du début de la condamnation ;
- 5) les dispositions pénales applicables.

4. Si le condamné a exprimé auprès de l'Etat d'exécution le souhait d'être transféré en vertu de la présente Convention, l'Etat de condamnation communique à l'Etat d'exécution, sur sa demande, les informations visées au paragraphe 3 du présent article.

5. Le condamné doit être informé par écrit de toute démarche entreprise par l'Etat d'exécution ou par l'Etat de condamnation en application des paragraphes précédents, ainsi que de toute décision prise par l'une des Parties au sujet d'une demande de transfèrement.

ARTICLE 6

DEMANDES ET REPONSES

1. Les demandes de transfèrement et les réponses doivent être formulées par écrit et adressées aux autorités centrales désignées dans le cadre de la présente Convention.

2. La Partie requise doit informer la Partie requérante dans les plus brefs délais de sa décision d'accepter ou de refuser le transfèrement demandé.

ARTICLE 7**PIECES A L'APPUI**

1. L'Etat d'exécution doit, sur demande de l'Etat de condamnation, fournir à ce dernier :

1) un document ou une déclaration attestant que le condamné est ressortissant de cet Etat ;

2) une copie des dispositions légales de l'Etat d'exécution desquelles il résulte que les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation dans l'Etat de condamnation constituent une infraction pénale au regard du droit de l'Etat d'exécution, ou en constitueraient une s'ils survenaient sur son territoire ;

3) une note d'information relative aux effets juridiques pour la personne condamnée de toute loi ou de tout règlement concernant sa détention dans l'Etat d'exécution, après son transfèrement, et précisant notamment les effets de l'article 10, paragraphe 3 sur le transfèrement de ladite personne.

2. Si un transfèrement est demandé, l'Etat de condamnation doit fournir à l'Etat d'exécution les documents suivants, à moins que l'un ou l'autre des deux Etats n'ait déjà indiqué qu'il ne donne pas son accord sur le transfèrement :

1) une copie certifiée conforme du jugement définitif et des autres décisions relatives à cette condamnation ainsi que le texte des dispositions légales appliquées ;

2) l'indication de la durée de la condamnation déjà accomplie, y compris les renseignements concernant toute détention provisoire ou autres circonstances relatives à l'exécution de la condamnation ;

3) une déclaration comportant le consentement au transfèrement de la personne condamnée ou de son représentant légal , ainsi qu'il est dit à l'article 3, paragraphe 1, alinéa 4 ;

4) s'il y a lieu, les données médicales ou sociales sur le condamné, toute information sur son traitement dans l'Etat de condamnation et toute recommandation pour la suite de son traitement dans l'Etat d'exécution.

3. L'Etat de condamnation ou l'Etat d'exécution peut demander à recevoir l'un des documents ou déclarations visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article, avant de faire une demande de transfèrement ou de prendre la décision d'accepter ou de refuser le transfèrement.

ARTICLE 8**FRAIS**

Les frais occasionnés par le transfèrement de la personne condamnée, y compris ceux liés aux opérations de transit, sont à la charge de l'Etat d'exécution. Les autres frais occasionnés par le transfèrement de la personne condamnée jusqu'au moment de sa remise sont à la charge de la Partie qui les a engagés.

ARTICLE 9**REMISE**

Les Parties conviennent du lieu et de la date de remise du condamné.

ARTICLE 10**EXECUTION DE LA PEINE**

1. Le condamné continue de purger dans l'Etat d'exécution la peine infligée dans l'Etat de condamnation, conformément au droit de l'Etat d'exécution.

2. L'Etat d'exécution est lié par la nature juridique et la durée de la peine telles qu'elles résultent de la condamnation.

3. Toutefois, si la nature ou la durée de cette peine sont incompatibles avec la législation de l'Etat d'exécution, ou si la législation de cet Etat l'exige, l'Etat d'exécution peut, par décision judiciaire, l'adapter à la peine ou mesure prévue par sa propre loi pour des infractions pénales de même nature. Cette peine correspond autant que possible, quant à sa nature, à celle infligée par la condamnation à exécuter. Toutefois, elle ne peut aggraver, par sa nature ou sa durée, la peine prononcée par l'Etat de condamnation, ni excéder le maximum prévu par la loi de l'Etat d'exécution pour l'infraction pénale correspondante.

ARTICLE 11**GRACE, AMNISTIE, COMMUTATION ET REVISION DU JUGEMENT**

Chacune des Parties peut accorder la grâce, l'amnistie ou la commutation de la peine conformément à son droit.

Seul l'Etat de condamnation peut connaître du recours ou de l'action en révision.

ARTICLE 12**NON BIS IN IDEM**

Le condamné, après son transfèrement, ne peut être poursuivi ou condamné dans l'Etat d'exécution pour les mêmes faits que ceux qui ont donné lieu à la peine infligée par l'Etat de condamnation.

ARTICLE 13**CESSATION DE L'EXECUTION**

L'Etat d'exécution doit mettre fin à l'exécution de la condamnation sans délai dès qu'il a été informé par l'Etat de condamnation de toute décision ou mesure qui a pour effet d'enlever à la condamnation son caractère exécutoire.

ARTICLE 14**INFORMATIONS CONCERNANT L'EXECUTION**

L'Etat d'exécution fournit des informations à l'Etat de condamnation concernant l'exécution de la condamnation :

- lorsqu'il considère terminée l'exécution de la condamnation ;
- si le condamné s'évade avant que l'exécution de la condamnation ne soit terminée ;
- si l'Etat de condamnation le lui demande .

ARTICLE 15**TRANSIT**

1. Si l'une ou l'autre des Parties conclut avec un Etat tiers une convention pour le transfèrement de personnes condamnées, l'autre Partie doit apporter son concours au transit sur son territoire des personnes condamnées transférées en vertu d'une telle convention.

2. La Partie ayant l'intention de réaliser ce transfèrement doit préalablement le notifier à l'autre Partie. Cette notification doit comprendre les informations nécessaires, y compris celles permettant l'application du paragraphe suivant.

La Partie sur le territoire duquel le transit doit s'effectuer peut refuser d'accorder le transit si la personne condamnée est l'un de ses ressortissants ou si l'infraction pénale qui a donné lieu à la condamnation n'en constitue pas une au regard de sa législation.

3. La Partie à laquelle est demandé le transit peut garder le condamné en détention pendant la durée strictement nécessaire au transit sur son territoire.

4. Aucune demande de transit n'est nécessaire si la voie aérienne est utilisée au dessus du territoire d'une Partie et si aucun atterrissage n'est prévu. Toutefois, la Partie qui effectue le transit en informe la Partie dont le territoire doit être survolé.

ARTICLE 16**LANGUES**

La demande et les documents s'y rapportant envoyés par l'une des Parties en application de la présente Convention sont dispensés des formalités de légalisation et sont remis dans la langue de la Partie qui les envoie, accompagnés de leur traduction dans la langue de la Partie qui les reçoit.

ARTICLE 17**APPLICATION DANS LE TEMPS**

La présente Convention est applicable à l'exécution des condamnations prononcées soit avant, soit après son entrée en vigueur.

ARTICLE 18

DISPOSITIONS FINALES

1. Chaque Partie notifie à l'autre aussitôt que possible, par écrit, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Cette Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

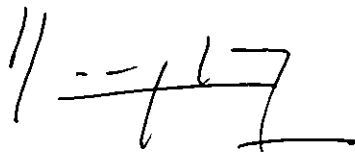
2. La présente Convention restera en vigueur pendant six mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties notifiera par écrit à l'autre Partie, par la voie diplomatique, son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à PARIS , le 11 Février 2003
en double exemplaire en langues française et russe , les deux textes faisant également foi.

Pour la République française

Pour la Fédération de Russie



Dominique PERBEN
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice



Igor IVANOV
Ministre des Affaires étrangères

КОНВЕНЦИЯ

между Французской Республикой и Российской Федерацией о передаче лиц, осужденных к лишению свободы

Французская Республика и Российская Федерация, далее именуемые Сторонами,

стремясь облегчить процесс реинтеграции в общество лиц, осужденных к лишению свободы, путем разрешения им отбывать наказание в государстве, гражданами которого они являются,

договорились о нижеследующем:

Статья 1 Сфера применения

1. Стороны оказывают друг другу возможно более широкое содействие в передаче лиц, осужденных к лишению свободы, в соответствии с положениями настоящей Конвенции.

2. Лицо, осужденное к лишению свободы на территории одной из Сторон, может в соответствии с положениями настоящей Конвенции быть передано на территорию другой Стороны для отбывания назначенного ему наказания. В этих целях оно или его законный представитель может ходатайствовать как перед государством вынесения приговора, так и перед государством исполнения приговора о своей передаче в соответствии с положениями настоящей Конвенции.

3. Запрос о передаче может быть направлен как государством вынесения приговора, так и государством исполнения приговора.

Статья 2 Определения

В целях настоящей Конвенции нижеперечисленные термины имеют следующее значение:

1) «приговор» - вступившее в законную силу судебное решение о назначении наказания за совершение уголовного правонарушения. Для целей настоящей Конвенции термином «приговор» также охватываются вступившие в законную силу приговоры к наказанию в виде смертной казни, позднее замененному в государстве вынесения приговора в силу акта об амнистии или акта помилования лишением свободы на определенный срок или пожизненным лишением свободы;

2) «наказание» - любое наказание, состоящее в лишении свободы на определенный срок, предусмотренное в приговоре, или пожизненное лишение свободы;

3) «осужденный» - лицо, отбывающее в государстве вынесения приговора наказание;

4) «государство вынесения приговора» - государство, где было осуждено лицо, которое может быть передано или уже передано;

5) «государство исполнения приговора» - государство, которому осужденный может быть передан или уже передан с целью отбывания наказания.

Статья 3 Условия передачи

1. Настоящая Конвенция применяется при соблюдении следующих условий:

1) осужденный является гражданином государства исполнения приговора;

2) приговор вступил в законную силу и в государстве вынесения приговора не осуществляются какие-либо процедуры рассмотрения данного дела;

3) срок наказания, который еще предстоит отбыть осужденному, на день получения запроса о передаче составляет не менее шести месяцев. В исключительных случаях Стороны могут договориться о передаче, если оставшийся для отбывания срок наказания меньше указанного срока;

4) имеется письменное согласие осужденного на его передачу или, если одна из Сторон считает это необходимым по причинам, связанным с возрастом либо состоянием физического или психического здоровья осужденного, его законного представителя. Государство вынесения приговора обеспечит возможность консульскому должностному лицу или другому официальному лицу государства исполнения приговора убедиться в том, что согласие осужденного на передачу или отказ от нее были даны добровольно;

5) действия или бездействие, повлекшие за собой вынесение наказания, являются уголовным правонарушением в соответствии с законодательством государства исполнения приговора либо могли бы быть таковым в случае совершения на его территории;

6) государство вынесения приговора и государство исполнения приговора ясно выразили свое согласие на передачу.

2. В передаче может быть отказано в случае:

1) если государство вынесения приговора считает, что передача осужденного нанесет ущерб его суверенитету, безопасности или публичному порядку;

2) если осужденный не выполнил какие-либо финансовые

обязательства, вытекающие из судебного решения, или если не получены достаточные, по мнению государства вынесения приговора, гарантии выполнения таких обязательств.

Статья 4 **Центральные органы**

1. Центральными органами Сторон, ответственными за выполнение функций, предусмотренных настоящей Конвенцией, являются: для Французской Республики - Министерство юстиции Французской Республики, для Российской Федерации - Генеральная прокуратура Российской Федерации.

При исполнении настоящей Конвенции центральные органы сносятся непосредственно;

2. Стороны незамедлительно информируют друг друга по дипломатическим каналам в случае изменения своего центрального органа.

Статья 5 **Обязательство по предоставлению информации**

1. Любой осужденный, к которому может быть применена настоящая Конвенция, информируется государством вынесения приговора о содержании настоящей Конвенции, а также о правовых последствиях передачи.

2. В случае если осужденный обратился к государству вынесения приговора с ходатайством о его передаче в соответствии с настоящей Конвенцией, данное государство уведомляет об этом государство исполнения приговора в кратчайший срок со дня вступления приговора в законную силу.

3. В этом уведомлении указываются:

- 1) фамилия, имя (отчество), дата и место рождения осужденного;
- 2) адрес осужденного в государстве исполнения приговора, если он известен;
- 3) краткое изложение фактов, повлекших назначение наказания;
- 4) характер, срок и дата начала отбывания наказания;
- 5) текст применимых положений уголовного законодательства.

4. В случае если осужденный обратился к государству исполнения приговора с ходатайством о передаче в соответствии с положениями настоящей Конвенции, государство вынесения приговора предоставляет государству исполнения приговора по его просьбе сведения, предусмотренные в пункте 3 настоящей статьи.

5. Осужденный информируется в письменной форме о любых действиях, предпринятых государством исполнения приговора, или государством вынесения приговора по применению предшествующих пунктов, а также о любых решениях, принятых одной из Сторон в связи с запросом о передаче.

Статья 6 **Запросы и ответы**

1. Запросы о передаче и ответы на них составляются в письменной форме и направляются центральным органам, назначенным в соответствии с настоящей Конвенцией.

2. Запрашиваемая Сторона в кратчайшие сроки информирует запрашивающую Сторону о своем решении удовлетворить или отклонить запрос о передаче.

Статья 7 Подтверждающие документы

1. Государство исполнения приговора по просьбе государства вынесения приговора предоставляет последнему:

1) документ или заявление, указывающие на принадлежность осужденного к гражданству этого государства;

2) копию законодательных положений государства исполнения приговора, из которых следует, что действия или бездействие, повлекшие за собой назначение наказания в государстве вынесения приговора, являются уголовным правонарушением в соответствии с законодательством государства исполнения приговора либо могли бы быть таковым в случае совершения на его территории;

3) информацию о правовых последствиях, вытекающих для осужденного из применения любого закона или постановления, касающегося его содержания под стражей в государстве исполнения приговора после передачи, и с указанием, в частности, последствий применения пункта 3 статьи 10 применительно к его передаче.

2. Когда запрос о передаче уже направлен, государство вынесения приговора представляет государству исполнения приговора следующие документы, если только какое-либо их двух государств ранее не заявило о своем несогласии на передачу:

1) заверенные копии вступившего в законную силу приговора, иных решений, имеющих отношение к наказанию, и текста примененных законодательных положений;

2) указание об уже отбытом сроке наказания, в том числе информация, касающаяся любого содержания под стражей и других обстоятельств, связанных с отбыванием наказания;

3) заявление осужденного или его законного представителя о согласии на передачу, предусмотренном в подпункте 4 пункта 1 статьи 3 настоящей Конвенции;

4) при наличии - данные медицинского или социального характера об осужденном, информация об обращении с ним в государстве вынесения приговора и любые рекомендации, касающиеся дальнейшего обращения с ним в государстве исполнении приговора.

3. Как государство вынесения приговора, так и государство исполнения приговора могут запросить предоставления какого-либо из документов или заявлений, упомянутых в пунктах 1 и 2 настоящей статьи, до направления запроса о передаче либо до принятия решения о согласии или отказе в передаче.

Статья 8 Расходы

Расходы, связанные с передачей осужденного, включая расходы по транзитной перевозке, несет государство исполнения приговора. Другие расходы, возникшие в связи с передачей осужденного до момента его передачи, несет Страна, которая их осуществила.

Статья 9 Передача

Стороны согласуют место и время передачи осужденного.

Статья 10 Отбывание наказания

1. В государстве исполнения приговора осужденный продолжает отбывать наказание, назначенное ему в государстве вынесения

приговора, в соответствии с правовыми нормами государства исполнения приговора.

2. Для государства исполнения приговора юридический характер и срок наказания являются обязательными в том виде, как они определены в приговоре.

3. Если характер или срок такого наказания являются несовместимыми с законодательством государства исполнения приговора или если того требует законодательство данного государства, то государство исполнения приговора может судебным решением адаптировать это наказание применительно к наказанию, которое предусмотрено в его законодательстве за совершение такого же уголовного правонарушения. Это наказание по своему характеру соответствует, насколько это возможно, наказанию, назначенному в подлежащем исполнению приговоре. Однако оно не может по своему характеру или сроку ни увеличивать тяжесть наказания, назначенного государством вынесения приговора, ни превышать максимальный срок наказания, предусмотренный законодательством государства исполнения приговора за совершение такого же уголовного правонарушения.

Статья 11

Помилование, амнистия, замена наказания и пересмотр приговора

Каждая из Сторон может осуществить помилование, амнистию или замену наказания в соответствии со своей конституцией или иными правовыми нормами.

Только государство вынесения приговора является компетентным в решении вопросов его обжалования или пересмотра.

Статья 12
Non bis in idem

После его передачи осужденный не может быть привлечен к ответственности или осужден в государстве исполнения приговора за те же деяния, которые повлекли наложение наказания в государстве вынесения приговора.

Статья 13
Прекращение осуществления наказания

Государство исполнения приговора незамедлительно прекращает исполнение приговора после того, как оно будет уведомлено государством вынесения приговора о любом решении или акте, направленном на прекращение исполнения приговора.

Статья 14
Сведения, связанные с отбыванием наказания

Государство исполнения приговора предоставляет государству вынесения приговора сведения об отбывании наказания в случае, если:

- оно считает наказание отбытым;
- осужденный совершает побег до окончания срока отбывания наказания;
- государство вынесения приговора обратится с запросом о предоставлении таких сведений.

Статья 15 Транзит

1. Если одна из Сторон заключит с третьим государством договор о передаче осужденных, другая Сторона содействует в транзитном проезде через свою территорию осужденных с целью их передачи в соответствии с этим договором.

2. Сторона, которая намеревается осуществить транзитную перевозку, заблаговременно информирует об этом другую Сторону с указанием соответствующих сведений, включая информацию для возможного принятия решения в соответствии с абзацем вторым настоящей статьи.

Сторона, по территории которой предполагается осуществить транзитную перевозку, может отказать в разрешении на транзитную перевозку, если осужденный является гражданином этой Стороны или если уголовное правонарушение, повлекшее за собой вынесение приговора, не является таковым в соответствии с ее законодательством.

3. Сторона, получившая запрос о транзитной перевозке, может содержать осужденного под стражей лишь столько времени, сколько требуется для транзитной перевозки по ее территории.

4. Не требуется запроса на транзитную перевозку в случае перевозки осужденного воздушным путем над территорией одной из Сторон и при этом не предусматривается посадка на ней. Однако о такой перевозке необходимо уведомить Сторону, над территорией которой планируется осуществить эту перевозку.

Статья 16

Языки

Запрос и связанные с ним документы, направляемые одной из Сторон в рамках применения настоящей Конвенции, освобождаются от необходимости их легализации, составляются на языке направляющей Стороны и сопровождаются переводом на язык получающей Стороны.

Статья 17

Действие во времени

Настоящая Конвенция применяется для исполнения приговоров, вынесенных как до, так и после ее вступления в силу.

Статья 18

Заключительные положения

1. Каждая из Сторон уведомляет другую Сторону в кратчайшие сроки, в письменной форме и по дипломатическим каналам о выполнении внутригосударственных процедур, необходимых для вступления в силу настоящей Конвенции.

Настоящая Конвенция вступает в силу в первый день второго месяца, следующего за днем получения последнего уведомления.

2. Настоящая Конвенция будет оставаться в силе в течение шести месяцев со дня, когда одна из Сторон в письменной форме уведомит по дипломатическим каналам другую Сторону о своем желании прекратить ее действие.

В удостоверение чего нижеподписавшиеся, должным образом на
то уполномоченные, подписали настоящую Конвенцию.

Совершено в _____ «____» _____ 200__ года,
в двух экземплярах, каждый на французском и русском языках,
причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Французскую Республику

За Российскую Федерацию

